



Communication et organisation

42 | 2012

La communication, dimension oubliée de l'intelligence économique

Le CEntre de REcherche en GEstion

Amaury Grimand



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/4018>

DOI : 10.4000/communicationorganisation.4018

ISSN : 1775-3546

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2012

Pagination : 277-288

ISBN : 978-2-86781-772-4

ISSN : 1168-5549

Référence électronique

Amaury Grimand, « Le CEntre de REcherche en GEstion », *Communication et organisation* [En ligne], 42 | 2012, mis en ligne le 01 décembre 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/4018> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.4018>

© Presses universitaires de Bordeaux

Le Centre de REcherche en GEstion

Amaury Grimand¹

Présentation générale

Le CEREGE, CEntre de REcherche en GEstion, bénéficiant d'une reconnaissance équipe d'accueil (EA 1722), a été créé en 1998. Il fédère une cinquantaine d'enseignants-chercheurs (10 Professeurs des Universités et une trentaine de Maîtres de Conférences) rattachés à l'Université de Poitiers (établissement principal), notamment à l'IAE, tout en intégrant en son sein les enseignants-chercheurs issus de l'Université La Rochelle (établissement secondaire) et du groupe Sup de Co La Rochelle (établissement partenaire). Si les sciences de Gestion sont au cœur du laboratoire, il est néanmoins pluridisciplinaire, accueillant notamment une équipe de chercheurs en sciences de l'information et de la communication.

LE CEREGE : DONNEES CLES

- 49 enseignants-chercheurs dont 10 Professeurs des Universités et 31 Maîtres de Conférences
- 19 enseignants-chercheurs titulaires de l'Habilitation à Diriger des Recherches
- Une quarantaine de doctorants en cours
- 102 publications sur la période 2006-2010 dans des revues à comité de lecture référencées par l'AERES dont 25 % dans des supports anglophones
- 330 publications dans des supports écrits
- Une recherche contractuelle dynamique (430 000 euros sur 2006-2010)

Le projet scientifique du laboratoire s'articule autour de trois thématiques structurantes :

- Thème 1 : Stratégies de marché et cultures de consommation (SMCC)
- Thème 2 : Outils de gestion et dynamiques organisationnelles (OGDO)
- Thème 3 : Management public et société (MPS)

¹. Professeur des Universités à l'IAE de Poitiers.

Les recherches du CEREGE font l'objet de nombreuses publications et de thèses chaque année. Plusieurs événements rythment la vie du laboratoire, des colloques, congrès (notamment le congrès du réseau des IAE ou les colloques Child and Teen Consumption et COSSI en 2012) ou encore les séminaires transversaux du CEREGE qui mobilisent régulièrement membres du laboratoire et intervenants extérieurs.

Le CEREGE est inséré dans plusieurs réseaux de recherche nationaux et internationaux et participe régulièrement à des contrats de recherche. À titre d'exemple, les plus récents concernent un contrat ANR sur la thématique des « ludo-aliments », une réponse à un appel d'offres de la DARES sur le déploiement des accords GPEC en France, une étude financée par la Banque Mondiale portant sur les conditions d'application des normes comptables internationales en fonction des spécificités du contexte national.

Thématiques structurantes du laboratoire

Thématique Stratégies de marché et cultures de consommation (SMCC)

Cette thématique envisage la consommation comme une activité pleinement sociale et culturelle afin d'éclairer la complexité des enjeux liés au management de la marque pour les produits et services destinés au consommateur final. Refusant l'assignation traditionnelle de l'étude des préférences d'un individu, conçu comme une monade isolée, au seul champ de la psychologie, puis de celle des processus d'achat au « marketing », constitué de fait comme une discipline autonome du « comportement du consommateur », elle-même sans lien avec la sociologie des pratiques de consommation, le projet scientifique de la thématique vise à dépasser cet éclatement disciplinaire entre les sciences de gestion et les sciences humaines. Analyser les enjeux liés à la consommation définie comme une activité sociale et culturelle suppose l'élaboration progressive d'une démarche critique pour analyser les « usages et attitudes » des consommateurs et des « shoppers », les stratégies de positionnement et de communication des marques, l'instrumentation de gestion mobilisée par les professionnels du marketing. La thématique interroge des objets précis tels que :

- le rôle des dispositifs et discours marchands dans le processus de socialisation des consommateurs et en particulier des jeunes (enfants, adolescents...) ;
- le rôle des tiers apporteurs de savoirs (experts, prescripteurs, parents, institutions...) dans la formation et la légitimation des relations marchandes ;
- les principes d'organisation et de développement d'entités significantes (instanciation) par les acteurs du marché ;

- la possibilité d'un marketing responsable, à travers le questionnement de ses finalités de socialisation, notamment par la nature éducative des dispositifs mis en œuvre.

Un travail interdisciplinaire approfondi est mené à la croisée de trois champs spécifiques retenus pour leur compatibilité épistémologique : la sociologie économique, la psychologie socio-historique et culturelle, la sémiotique des discours. Ce choix resserré, mais non exclusif, constitue un gage de cohérence du programme de recherche. L'objectif global est de contribuer à une connaissance des médiations sociales, culturelles et techniques qui rendent possibles l'émergence, le fonctionnement et le développement des marchés actuels. De par sa visée critique et son approche interdisciplinaire, ce domaine s'inscrit dans l'axe « Individus, Organisations et Sociétés » de la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société (MSHS) de Poitiers sur les problématiques suivantes :

- le processus de socialisation du consommateur à travers l'articulation « savoirs – relations » au cœur des mécanismes marchands ;
- l'individuation de la consommation par les dispositifs de prescription et l'articulation des identités « *on line* » et « *off line* » du consommateur ;
- les fondements de légitimité d'un marketing responsable interrogeant la responsabilité sociale du chercheur en sciences de gestion ;
- le « méta-langage » du marché en tant qu'expression des cultures de consommation.

La thématique se concentre sur un territoire d'objets précis : les dispositifs d'intermédiation marchands – lesquels s'appuient sur des éléments non marchands – qui s'adressent au consommateur final. La thématique a pour but d'approfondir les spécificités du langage qui sous-tend les échanges en économie de marché, tant par les discours des langues naturelles (langages verbaux) que par les énoncés iconiques et sensibles (langages non verbaux) et cerne les enjeux liés au développement d'une démarche marketing visant à valoriser de nouveaux comportements responsables et citoyens chez les consommateurs. L'analyse des dispositifs de conception et pratiques d'appropriation des offres de consommation est menée dans le cadre de contrats privés ou publics pour être en prise directe avec les problèmes auxquels sont confrontées les entreprises. Dans le cadre de ces contrats, une pluralité de méthodes de recherche est mobilisée, mais avec une dominante des approches compréhensives et des études de cas approfondies.

La thématique a initié un réseau inédit de chercheurs en sciences sociales et en sciences de gestion centrés sur un objet commun : « Child and Teen Consumption » dont la 5^e édition s'est tenue à Milan en décembre 2012 : <http://www.ctc2012.org/> Ce réseau regroupe aujourd'hui plus de 150 chercheurs du monde entier et l'Université de Poitiers est chargée d'animer la

communauté permanente qui sera lancée en mars 2013. La grande majorité des thèses de la thématique se font en partenariat avec des organisations publiques (ANR) ou privées qui accueillent des thésards sur la durée de leur recherche doctorale et des chercheurs pour des recherches-intervention ou des recherches-participation.

Projet ANR « Les biens de l'enfant dans l'espace familial »

Durée : 36 mois - 2010-2013- Appel à projets : « Enfants et Enfance »

Ce projet qui a pour but l'étude des « biens de l'enfant », le système des objets qui lui sont destinés dans l'espace familial, s'inscrit dans une approche de la culture matérielle et de la consommation propres à l'enfance dans la continuité des recherches conduites séparément ou de concert par les partenaires ; il vise à mieux appréhender l'enfant dans la société à partir d'une approche qui croise culture matérielle et culture enfantine. Comment la société produit-elle une culture matérielle destinée à l'enfant, que nous dit-elle de l'enfant, comment se déploie-t-elle dans l'espace familial à travers une négociation entre parents et enfants, comment s'inscrit-elle dans un mouvement historique ? Telles sont les questions de cette recherche qui fait le choix de s'intéresser non pas à un objet mais au système des objets, c'est-à-dire à l'ensemble des objets qui constituent l'environnement domestique de l'enfant chez lui et plus particulièrement dans sa chambre. En quoi et comment cet ensemble des objets s'adresse-t-il à l'enfant (ou à l'enfance), comment apparaît-il dans l'histoire de la culture enfantine, comment se déploie-t-il dans l'espace domestique, comment est-il choisi, construit, approprié pour y devenir les biens de l'enfant ?

Reprenant des résultats d'études menées antérieurement par les équipes, il s'agira de saisir les relations et les négociations entre enfants et parents, ainsi que les significations qui en découlent, de comprendre l'articulation entre éducation (ce qui semble incontournable tant l'enfant est défini par sa vocation à apprendre) et divertissement (dans la mesure où la logique contemporaine de nombre d'objets étudiés précédemment comme le jouet ou l'aliment semble leur conférer avant tout une valeur de plaisir, de loisir, de divertissement). Par ailleurs les recherches précédentes montrent que les thèmes, les personnages et plus encore une même façon d'inscrire dans l'objet le destinataire enfantin traversent les différents objets, d'où l'intérêt de s'intéresser non plus à un objet spécifique mais à la constitution d'un environnement matériel propre à l'enfant, de saisir la signification de l'enfance à travers ce qu'il y a de commun à différents objets.

Ce projet s'articule d'une étude de terrain de 30 enfants de 7 à 9 ans dans leur cadre familial. Des visites, des inventaires, des entretiens avec parents et enfants permettront de saisir la réception, la construction du

système domestique des objets de l'enfance parallèlement à une analyse de l'offre du marché et du discours marketing qui l'accompagnent et à une enquête historique pour en saisir la généalogie.

Ce projet débouche sur un colloque international intitulé : 'The child's room as a cultural microcosm': Space, Pedagogy and Consumption (Rouen du 8 au 13 avril 2013)

Partenaires : EXPERICE – Université Paris 13 et Le Musée National de l'Éducation (Rouen) / CNDP

Thématique Outils de gestion et dynamiques organisationnelles (OGDO)

Rassemblant des chercheurs en finance, gestion des ressources humaines, management stratégique, intelligence économique, cette thématique traite du statut des outils de gestion et de leur rôle dans les dynamiques organisationnelles (dans les dynamiques d'apprentissage, de changement, d'innovation, etc.). L'étude du processus de déploiement des outils de gestion et de la dynamique de leur appropriation par les acteurs constitue en particulier un point focal d'analyse.

Les outils de gestion sont au cœur du fonctionnement des organisations contemporaines. Ils constituent des « marqueurs » des vagues de rationalisation qui traversent le champ des organisations. Paradoxalement, l'outil de gestion qui devrait occuper une place éminente dans l'agenda de recherche de notre discipline n'a pas reçu toute l'attention qu'il mérite. Les praticiens, pour leur part, se trouvent parfois démunis face à des outils qui leur échappent, s'essouffent, voire sont détournés de leur vocation initiale. Cette ignorance relative des modes d'usage des outils de gestion tient sans doute à une conception dominante de leur statut qui les confine dans un rôle d'« intendance » et de prescription des comportements. Parce qu'elle fait des outils de simples miroirs du réel, met l'accent sur la qualité de leur conception initiale au détriment de leurs usages, une telle approche ne permet pas de comprendre la contribution des outils aux dynamiques organisationnelles ni au renouvellement des pratiques de gestion. La thématique OGDO entend, dans cette optique, dépasser une approche purement instrumentale pour éclairer :

- Les effets des outils de gestion sur les dynamiques organisationnelles, en particulier sur les processus d'apprentissage, de changement et d'innovation.
- Le déploiement et l'appropriation des outils de gestion avec une focalisation sur les tensions inhérentes à ce processus : écarts entre usages prescrits et usages réels, rôle du management intermédiaire, blocages à l'appropriation des outils, insertion du nouvel outil dans un système d'outils existants, etc.
- La dimension symbolique des outils c'est-à-dire leur usage potentiel comme vecteur de légitimation et de construction du sens, leurs effets

structurants sur la culture organisationnelle et l'identité professionnelle des acteurs.

D'autres champs de réflexion sont à l'œuvre et concernent par exemple le rôle de la dimension interculturelle dans l'adoption / l'usage des outils de gestion, l'analyse des rapports entre outils de gestion et modes managériaux, ou bien encore la pédagogie et l'enseignement des outils de gestion.

La thématique OGDO s'inscrit dans une perspective transdisciplinaire. Les cadres théoriques qui l'inspirent s'efforcent de dépasser une approche techno-centrée des outils pour interroger leur rôle dans l'action collective et la dynamique de leur appropriation par les acteurs. La sociologie des usages, la théorie de l'acteur-réseau, les approches structurationnistes, les théories de la pratique, ou bien encore les théories de l'appropriation sont en particulier mobilisées.

La thématique OGDO a, entre autres, su développer une visibilité nationale sur l'intelligence économique et territoriale (création récente d'une Chaire adossée à la fondation de l'Université de Poitiers), les accords GPEC (contrat récent pour le ministère du Travail), la normalisation comptable et financière à l'international. Elle est également à l'origine de la création d'une nouvelle association académique - ATLAS - spécialisée en management international.

Les accords GPEC dans les entreprises françaises : réalités et stratégies de mise en œuvre

Janvier 2011-Juin 2012 – Contrat DARES (ministère du travail)

En partenariat avec le Groupe Alpha, le CEREGE a mené de janvier 2011 à juin 2012 une recherche pour le compte de la DARES (ministère du Travail). Cette recherche visait à analyser l'impact de la loi de cohésion sociale du 18 janvier 2005, et plus particulièrement les dispositions consacrées à la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC), sur les pratiques de gestion de ressources humaines des entreprises françaises. La recherche se centre sur les enjeux des négociations et de mise en œuvre des accords GPEC ainsi que les conditions de leur appropriation par les acteurs. Elle s'appuie sur 12 études de cas longitudinales réparties sur cinq secteurs (banque, automobile, grande distribution, hautes technologies, énergie) et un territoire.

La recherche montre que la contrainte légale, loin de déboucher sur un usage mécaniste et déterministe de la GPEC, donne lieu à une variété de pratiques et de représentations. La recherche a permis de mettre en évidence quatre modes idéal-typiques de déploiement des accords de GPEC :

- La GPEC « instrumentalisée » se caractérise par une approche clairement défensive de la GPEC qui est avant tout considérée comme

un moyen de réduire ou de redéployer les effectifs du groupe. La frontière entre GPEC et PSE est brouillée.

- La GPEC « externalisée » a la même dimension défensive dans la mesure où elle vise également à réduire les effectifs. En revanche, elle est entièrement tournée vers l'extérieur de l'entreprise. Ces entreprises se dotent d'un dispositif chargé d'aider leurs salariés à élaborer un nouveau projet professionnel à l'extérieur de leur périmètre.

- La GPEC « Agent de changement » marque le côté offensif de la GPEC. Elle n'a plus vocation à gérer seulement les effectifs du groupe, mais plutôt à développer les politiques de GRH et à augmenter les compétences des salariés tout en alignant la GRH sur les objectifs stratégiques.

- La GPEC « Mutualisée et Territorialisée » renvoie elle aussi à cette dimension offensive de la GPEC. Elle est toutefois plus « originale » car la gestion des compétences qu'elle propose est développée à l'échelle d'un territoire et non plus, seulement à l'intérieur des frontières d'une entreprise.

Thématique Management Public et Société (MPS)

La thématique Management Public et Société vise à appréhender la performance des organisations publiques. La performance est entendue au sens large : organisationnelle, financière, sociétale ou environnementale.

Ceci amène les chercheurs de cette thématique à réaliser des travaux de recherche sur les outils de gestion et les politiques publiques que sont la comptabilité, l'audit et la gouvernance des organisations publiques (collectivités, administrations, établissements d'enseignement supérieur...) afin d'en analyser l'impact sur la performance et sa mesure. D'une manière générale, l'évaluation de la performance des organisations publiques et de l'instrumentation de gestion qui peut lui être associée, est une question de recherche majeure qui induit elle-même d'autres questionnements : l'intégration de l'usager dans le processus d'évaluation, les effets non anticipés voire pervers de cette instrumentation, etc.

Au-delà de ces travaux sur les outils de gestion, d'autres sont menés pour analyser les politiques publiques. Celles-ci sont relativement récentes et ont la particularité d'être à la frontière de plusieurs politiques : du sport, du développement économique, du tourisme et de l'aménagement du territoire. Les parties prenantes impliquées dans leur mise en œuvre sont multiples et hétérogènes tant au sein du monde sportif (fédérations internationales, comités d'organisation, sponsors, athlètes...), que de l'administration publique (services de sports, offices du tourisme, offices de la promotion économique...). De plus, elles concernent différents types de collectivités (État, région, municipalité), avec une répartition des ressources (ex. argent,

équipements, ressources humaines, droit marketing) relativement inégale entre les différents acteurs.

S'agissant des champs de recherche mobilisés, le projet consiste à renforcer les problématiques et les champs de recherche suivants :

- L'utilisation des approches sociologiques (théories néo-institutionnalistes, sociologie de la traduction, etc.) pour comprendre la place des outils de gestion au sein des organisations et leur impact sur ces organisations ;

- L'utilisation de la théorie des parties prenantes et de la théorie de la dépendance des ressources afin de tester l'hypothèse selon laquelle les relations entre les parties prenantes se structurent selon les règles de la gouvernance collaborative (Susskind et Cruikshank, 1987 ; Gray, 1989 ; Fung et Wright, 2001).

En ce qui concerne l'approche méthodologique, les projets de recherche programmés se basent sur des approches comparatives internationales et/ou des études de cas longitudinales. Elles sont élaborées en partenariat avec les organisations concernées (l'État français, la Cour des comptes, le ministère des Finances, le Centre National d'Enseignement à Distance...).

La thématique management public et société est totalement en phase avec toute une série de problématiques qui animent aujourd'hui les organisations publiques qui de plus expriment le besoin de prendre du recul par rapport à leurs pratiques managériales qui ont été totalement bouleversées par une série de réformes modifiant les repères des organisations et des acteurs (c'est par exemple le cas à la Cour des comptes avec l'introduction de nouvelles missions telles que l'audit des comptes ou l'évaluation des politiques publiques, mais aussi à Pôle Emploi où l'introduction de la performance individuelle des agents va à l'encontre des règles de fonctionnement et de l'objectif collectif partagé de la mission de l'organisation : le retour à l'emploi des chômeurs). Ainsi, la grande majorité des thèses de la thématique se font en partenariat avec des organisations publiques qui accueillent des thésards sur la durée de leur recherche doctorale et des chercheurs pour des recherches-intervention ou des recherches-action.

Implementing Economic Reform in China: 'Study of the Strategic Framework of China's Government Accounting Reform and Management' by the Treasury Department, Ministry of Finance of China (2010-2012)

Cette étude met en évidence les liens qui unissent le système normatif comptable et budgétaire et le système de centralisation de ces informations dans quatre pays : la France, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Allemagne. Plus spécifiquement, ce travail académique vise à définir, en fonction de l'environnement d'un pays (culture de centralisation/décentralisation, système d'information en présence, modalités du vote

du budget, influence du processus budgétaire sur le système d'information financier et comptable...) les différents modèles de développement pour passer d'une comptabilité de caisse à une comptabilité d'engagement. Par ailleurs, cette étude permet d'apporter une contribution majeure sur les conditions d'application des normes internationales de comptabilité publique dans différents pays et d'étudier les différences qui apparaissent, un référentiel normatif commun au niveau international ne signifiant pas une mise en œuvre uniforme quel que soit le contexte.

Soutien financier : cette étude internationale est réalisée dans le cadre d'un appel d'offre « *Implementing Economic Reform in China: 'Study of the Strategic Framework of China's Government Accounting Reform and Management' by the Treasury Department, Ministry of Finance of China* ». elle est financée par la Banque mondiale.

L'étude des réformes comptables (2012)

Ce projet de recherche vise à mettre en perspective les différentes réformes comptables avec leur contexte national selon une approche comparative.

Fondée notamment sur le New Public Management et le concept de Gouvernamentalité développé par Foucault, cette recherche propose une lecture des réformes publiques comptables pour répondre à la question de recherche suivante : Quels sont les liens entre les divergences constatées au sein des réformes comptables publiques et la conception des États ou leur Gouvernamentalité ?

La méthodologie adoptée est fondée sur des études de cas approfondies et les données récoltées sont issues d'études documentaires, d'entretiens avec les ministères en charge de la réforme et d'observations participantes.

Ce projet permet de présenter dans un premier temps une approche chronologique des réformes comptables publiques puis de discuter les principaux points de divergences en lien avec l'environnement (contexte politique et social) et la structuration des États.

Les recherches menées au sein de l'Université La Rochelle

S'agissant de l'établissement secondaire, l'Université La Rochelle, ce dernier axe ses travaux en gestion sur quatre domaines principaux de spécialisation : marketing (le plus fortement représenté), stratégie et organisation, management public et histoire de la gestion.

En cohérence avec le territoire et l'un des axes structurants de l'Université de La Rochelle, les enseignants-chercheurs du pôle universitaire rochelais développent également des travaux de recherche à l'intersection entre Sciences

de Gestion et Développement Durable. La recherche de transversalité et d'un dialogue interdisciplinaire entendent ici éclairer les enjeux du Développement Durable tout en dessinant des voies d'action utiles pour les relever.

Les déterminants psychologiques de la volonté de se débarrasser d'objets

Contrat ADEME

Le contexte économique actuel amène de plus en plus d'individus à considérer des moyens alternatifs de consommation. Le développement de sites Internet proposant des prêts, des dons d'objets et autres moyens d'échanges comme le troc, en est le reflet. Dans le cadre d'un contrat pour l'ADEME (projet RECHANGE pour « Les REsistances des individus à ECHANGER des déchets » en collaboration avec l'Université Paris-Dauphine) les collègues de l'Université La Rochelle entendent traiter de cette question du devenir des objets/déchets. Dans ce cadre, l'objectif principal de la recherche consiste à identifier les déterminants psychologiques de la volonté de se débarrasser d'objets et des conséquences c'est-à-dire des différents comportements afférents entendus comme autant de stratégies pour se débarrasser des objets.

Le cadre théorique de la recherche mobilise le modèle étendu du comportement dirigé par un but (EMGB : Perugini et Conner, 2000 ; Perugini et Bagozzi, 2004). Ce modèle permet de mieux expliquer le comportement en étudiant comment un même but (se débarrasser des objets) peut prendre différentes formes à travers différents comportements (apport volontaire à une association tel EMMAUS, échanges sur Internet, participation à des brocantes, réparation et réutilisation...). Il s'agit, entre autres, de mettre à jour les déterminants cognitifs et affectifs liés à la volonté de se débarrasser des objets/déchets. Sur un plan managérial, la recherche permettra d'identifier par l'intermédiaire de quels comportements l'individu se débarrasse de ses objets, et quels en sont les déterminants, de définir une typologie de consommateurs selon les comportements mis en œuvre, de déterminer enfin des axes de communication adaptés et d'orienter les particuliers vers des comportements souhaités.

« Composantes et influence de la réputation sur la prise de décision relative à l'achat en ligne d'un spectacle »

Ce projet de recherche financé par le ministère de la Culture et de la Communication mené par des enseignants/chercheurs de l'Université La Rochelle en collaboration avec l'IRG (Paris XII) se propose d'étudier les différentes dimensions de la réputation, la notoriété, et leurs influences

respectives sur le processus de décision lors de l'achat en ligne d'un spectacle. Le choix de travailler sur le spectacle vivant repose sur les enjeux liés à la fréquentation face à une demande stagnante dans ce secteur mais aussi sur les attentes exprimées par les professionnels pour les aider dans la mise en œuvre de leur stratégie sur le web. La méthode des tables d'information est mise en œuvre. Elle permet d'étudier « de l'intérieur » le processus de décision en s'intéressant aux informations utilisées par le consommateur pour faire son choix, à la façon dont ces informations sont articulées entre elles et leurs influences respectives sur le choix.

L'exploration des concepts de notoriété et de réputation et la mise en œuvre des tables d'informations a nécessité au préalable de réaliser une phase d'étude qualitative. Celle-ci a permis d'identifier les différentes composantes de la notoriété et de la réputation mais aussi de faire le lien avec les notions de risque perçu, de confiance et d'attitude. Un programme informatique en ligne dédié a permis de recueillir les réponses auprès d'un échantillon final de 1838 individus âgés entre 18 et 30 ans. Leurs profils sont analysés et comparés en termes de familiarité, d'implication et de fréquentation.

Les recherches menées au sein du groupe Sup de Co La Rochelle

Les recherches menées au sein du groupe Sup de Co La Rochelle prennent appui sur l'Institut d'Ingénierie de la Responsabilité Sociale et de l'Innovation (IRSI) auquel sont rattachées plusieurs chaires. Elles visent principalement à comprendre pourquoi, comment et dans quelles limites les organisations adoptent des démarches responsables tout en étant animées par une visée pragmatique, opérationnelle d'accompagnement des organisations dans la définition de stratégies responsables, leur implémentation, leur évaluation et leur valorisation.

Infine, il s'agit de développer des outils de gestion et des solutions innovantes, mais aussi d'identifier de bonnes pratiques, permettant aux praticiens d'implémenter efficacement des démarches responsables. Parallèlement, différents cadres théoriques sont mobilisés, amendés et enrichis dans la perspective d'accroître leur pertinence sur les enjeux du développement durable et de la RSE.

Sur un plan théorique, ces problématiques sont traitées à travers le recours à une approche interdisciplinaire qui mobilise, entre autres :

L'économie, tant sur des concepts traités par les approches orthodoxes (bien communs, externalités, méthodes d'évaluation des effets externes, etc.) que par des travaux issus d'approches hétérodoxes (théories évolutionnistes, théories des conventions, théorie de la régulation, etc.) ;

La sociologie (théories néo-institutionnalistes, sociologie de la traduction, etc.) ;

Les sciences de gestion sur le plan épistémologique pour analyser la position du chercheur (recherche action), le fonctionnement de l'organisation et le rôle et la place des parties prenantes (théories des parties prenantes).

Ponctuellement, d'autres disciplines sont mobilisées, telles que la philosophie (sur la finalité de l'entreprise), le droit (les démarches volontaires mutent progressivement du *soft law* au *hard law* lorsque l'entreprise communique dessus), l'histoire (pour comprendre l'évolution de la liberté accordée aux firmes de se comporter ou non de manière responsable), etc.

Les terrains d'études de l'IRSI sont principalement articulés autour des entreprises qui composent les deux principales Chaires :

La Chaire « RSE et ISO 26 000 » qui regroupe Fleury Michon et Inter-Mutuel Assistance ;

La Chaire « transport multimodal » qui regroupe Alstom, Réseau Ferré de France et Voies Navigables de France.

D'autres entreprises constituent ponctuellement des terrains d'études (Air France, Rhodia, etc.). Les normes et les référentiels (ISO 26 000, ISO 14 000, SD 21 000, etc.) forment également un objet d'étude privilégié.

La Chaire Fleury-Michon sur la RSE

Depuis le 12 avril 2010, le Groupe Sup de Co La Rochelle accompagne une entreprise industrielle française du secteur de l'agro-alimentaire dans une démarche d'intégration de la responsabilité sociétale d'entreprise selon les lignes directrices de la norme internationale ISO 26000. Le Groupe Sup de Co La Rochelle a en effet signé une convention de mécénat avec le groupe Fleury Michon pour une durée de trois ans. La collaboration avec les cadres dirigeants de l'entreprise permet un accès privilégié au terrain afin de tester la pertinence de la norme ISO 26000 à travers une démarche de recherche-intervention. Méthode interactive entre chercheurs et gestionnaires impliqués dans l'action, la recherche-intervention amène à co-construire par l'intégration de la RSE, les conditions d'une évolution de la stratégie du groupe Fleury Michon. L'intérêt de la recherche est multiple : implémenter une norme récente dont l'objet est sociopolitique, expérimenter une méthodologie empirique d'intégration de la norme ISO 26000, participer à une dynamique processuelle d'apprentissage et tenter de repérer et comprendre les conditions d'appropriation d'une telle démarche.